



Président : M. Narciso G. REYES (Philippines).

POINT 42 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (suite) [A/8385, A/8403, chap. XIV] :

a) Rapport du Conseil du développement industriel (A/8416);

b) Rapport de la Conférence internationale extraordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (A/8341 et Corr.1 et Add.1, A/C.2/L.1183/Rev.2, A/C.2/L.1186, A/C.2/L.1188, A/C.2/L.1191, A/C.2/L.1192)

1. Le PRÉSIDENT dit qu'il serait peut-être souhaitable d'ajourner la suite du débat sur le rapport de la Conférence internationale extraordinaire de l'ONUDI, pour permettre aux délégations de mener des consultations, dans l'espoir de parvenir à un accord officieux qui faciliterait l'examen de la question par la Commission.

Il en est ainsi décidé.

2. M. CARANICAS (Grèce), exerçant son droit de réponse, dit que la "confusion légendaire" du Conseil économique et social dont a parlé le représentant de la Haute-Volta à la séance précédente n'est pas confirmée par les faits. Alors que 27 délégations auraient pu mentionner une erreur technique contenue dans le rapport de la Conférence internationale extraordinaire de l'ONUDI, aucune ne l'a fait. L'élément de confusion a seulement été introduit lors du débat de la Deuxième Commission sur la question. Le représentant de la Grèce demande instamment que le problème soit réglé aussitôt que possible, dans l'intérêt du crédit dont jouit l'Organisation.

POINT 41 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (suite) :

a) Rapport du Conseil du commerce et du développement [A/8403/Add.1 (deuxième partie), A/8415/Rev.1, A/C.2/270 et Corr.1]

3. M. MINIKON (Libéria) fait remarquer qu'il ne reste pratiquement rien à ajouter au sujet des facteurs qui ont aggravé les problèmes auxquels doivent faire face les pays en voie de développement qui s'efforcent d'améliorer leur situation commerciale par l'intermédiaire de la CNUCED et

d'autres organismes. Au fur et à mesure que s'élargit le fossé qui sépare les pays en voie de développement des pays développés, leur position relative dans le commerce mondial continue de se détériorer. Les échanges commerciaux du tiers monde avec les pays développés n'ont guère progressé depuis la première session de la CNUCED, et la place que ces échanges occupent dans le commerce mondial est en fait tombée de 21,3 p. 100 en 1960 à 17,6 p. 100 en 1966. La plupart des pays en voie de développement se trouvent dans une conjoncture économique qu'ils n'ont pas créée mais dont ils subissent inéluctablement les effets.

4. Lors d'une déclaration précédente, la délégation libérienne a déjà appelé l'attention des membres de la Commission sur le développement dans le commerce international d'une attitude de négativisme nationaliste qui sape progressivement les fondements de la coopération internationale. Il faut trouver le moyen de remplacer cette attitude par une conscience sociale, par une volonté d'éliminer tant la misère matérielle que la misère spirituelle dans le monde. Bien que l'exemple de certains pays, comme les pays nordiques, prouve qu'un commerce international intégré est possible, leur contribution est encore minime face aux problèmes fondamentaux que connaissent les pays en voie de développement dans le domaine du commerce.

5. Il s'agit essentiellement d'un problème de structure. Les échanges commerciaux internationaux, tels que les pratiquent généralement la plupart des pays développés, engendrent souvent dans les pays moins avancés des forces qui tendent à ralentir la croissance en retardant les transformations structurelles nécessaires pour permettre à ces pays d'atteindre des niveaux de croissance plus élevés. A la veille de la troisième session de la CNUCED, les pays en voie de développement désirent vivement voir établir un mécanisme quelconque qui permettrait d'appliquer le système généralisé de préférences, de protéger les produits naturels contre la concurrence des produits synthétiques ou des succédanés, de réduire le coût prohibitif des transports et de supprimer les obstacles tarifaires. Le problème fondamental consiste à trouver le moyen de répartir les ressources humaines et matérielles du monde au profit de la majorité de l'humanité.

6. La Charte d'Alger¹ indique que le sort de plus d'un milliard d'habitants du monde en voie de développement continue d'empirer du fait de l'évolution des relations économiques internationales. Depuis l'adoption de cette

¹ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, deuxième session*, vol. I : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.68.II.D.14), p. 473.

charte en 1967, la situation ne s'est pas sensiblement modifiée et la part des pays en voie de développement dans le commerce mondial continue de diminuer. Pis encore, le prix de tous les produits minéraux et agricoles stagne ou baisse, alors que les prix des machines et des autres produits manufacturés importés ont augmenté considérablement. Les marchés où les pays en voie de développement écoulent leurs produits, mais qui sont régis par les intérêts des pays développés, ne répondent plus au jeu normal de l'offre et de la demande.

7. Aux termes du cinquième principe général adopté à la première session de la CNUCED², les politiques économiques, nationales et internationales doivent tendre vers la réalisation d'une division internationale du travail qui soit conforme aux besoins et aux intérêts de tous les pays du monde et en particulier des pays en voie de développement. Or, la plupart des indices économiques montrent que cette déclaration est totalement vide de sens. Depuis son adoption, les termes de l'échange ont continué de se détériorer pour les pays en voie de développement, l'écart des revenus entre les pays en voie de développement et les pays développés s'est accru, l'insuffisance des ressources fournies par les pays développés aux pays en voie de développement a entraîné un accroissement de la dette de ces derniers, et la crise monétaire que connaît le monde actuellement a engendré de nouveaux problèmes en ce qui concerne les recettes d'exportations des pays en voie de développement et leurs possibilités de régler leurs dettes. La délégation libérienne espère que la troisième session de la CNUCED apportera une solution rationnelle à certains des problèmes auxquels doit faire face le tiers monde.

8. Dans un climat de nationalisme économique excessif, le Gouvernement libérien a toujours souscrit au concept de la coopération internationale aux niveaux sous-régional, régional et mondial, et il est convaincu que les forces sociales et institutionnelles du monde entier peuvent s'unir au profit de toute l'humanité. Les questions de tarifs douaniers, de produits de base, de préférences et d'aide au développement, que la CNUCED devra examiner à sa troisième session, font toutes partie d'un même problème. La délégation libérienne pense que l'évaluation rationnelle de la situation actuelle du commerce international et l'appel raisonnable à des solutions que contient la Charte d'Alger gardent toute leur valeur.

9. En conclusion, le représentant du Libéria appelle l'attention de la Commission sur la déclaration commune adoptée par la deuxième Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept à Lima, où les participants réaffirment leur foi commune dans la coopération internationale pour le développement. Cette profession de foi doit être traduite en un programme d'action auquel contribuera activement la population du monde entier. Bien que la coopération économique internationale soit à la fois souhaitable et possible, la délégation libérienne considère que la force réelle des pays en voie de développement réside dans la notion d'auto-assistance.

10. M. OGUNSULIRE (Nigéria) déclare que la troisième session de la CNUCED est pour la communauté interna-

tionale une excellente occasion de décider si elle veut opter pour la voie de la sagesse, en partageant entre tous et au profit de tous les énormes richesses du monde ou si elle préfère suivre celle que bornent les intérêts particuliers, l'étroitesse de vues et l'avarice, en maintenant les disparités existantes, les injustices et les tendances monopolistes jusqu'à la catastrophe ultime qui en résultera pour tous. Les participants à la deuxième Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept ont choisi de réaffirmer leur foi dans l'avenir et leur adhésion au principe de la coopération internationale. Le représentant du Nigéria fait appel aux pays développés, individuellement et collectivement, pour qu'ils étudient les propositions formulées à Lima dans l'esprit constructif qui a inspiré la présentation de ces principes.

11. L'une des décisions les plus importantes de la deuxième session de la CNUCED a été qu'il fallait prendre sans tarder des mesures internationales pour conclure des accords sur les produits de base afin de garantir des niveaux de prix stables et rémunérateurs aux producteurs, et un approvisionnement régulier et des prix équitables aux consommateurs. On n'a malheureusement enregistré aucun progrès dans ce domaine. Il est donc essentiel que la troisième session de la CNUCED permette d'élaborer des procédures satisfaisantes en vue de la négociation d'accords sur les produits de base. M. Ogunsulire appelle en particulier l'attention de la Commission sur la recommandation faite à la deuxième Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept, à savoir que la communauté internationale devrait prendre des mesures efficaces en vue de conclure un accord sur le cacao avant la troisième session de la Conférence. Le représentant du Nigéria tient par ailleurs à faire savoir que son gouvernement sait gré au Gouvernement néerlandais d'avoir décidé récemment de verser une contribution volontaire en vue de la constitution de stocks régulateurs d'étain.

12. Même en supposant que l'on puisse conclure et appliquer les meilleurs arrangements possibles, pour tous les produits de base exportés par les pays en voie de développement, on ne parviendra pas à résoudre complètement le problème que pose la présence d'un écart énorme entre les rentrées en devises de ces pays et les besoins en devises qu'il leur faut satisfaire pour exécuter leurs plans de développement. De nombreux pays en voie de développement qui, dépassant le stade de la simple substitution de produits fabriqués sur place aux produits importés, en arrivent à l'étape à laquelle il faut encourager la diversification horizontale et verticale pour accroître les sources de recettes en devises, voudraient maintenant bénéficier d'une ouverture plus large des marchés extérieurs à leurs produits finis et semi-finis ainsi qu'à leurs articles manufacturés et semi-manufacturés. Dans ce domaine, faire acte de coopération internationale veut dire réduire ou éliminer les obstacles tarifaires et non tarifaires, accepter et appliquer le principe d'une division internationale du travail équitable et fournir une aide aux aménagements de structure le cas échéant.

13. La CNUCED a réussi dans une certaine mesure à faire appliquer un système généralisé de préférences mais ce n'est un secret pour personne que nombre de pays en voie de développement, en particulier en Afrique, n'en retirent que

² *Ibid.*, première session, vol. I : *Acte final et rapport* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 64.II.B.II), p. 11.

des avantages marginaux. A sa troisième session, la CNUCED doit donc accomplir une double tâche : d'abord, encourager l'extension du système susmentionné à un plus grand nombre des produits énumérés aux chapitres 1 à 24 de la Nomenclature douanière de Bruxelles et ensuite assurer l'application de plus grands abattements tarifaires. L'adoption de ces deux mesures permettra d'assurer une répartition plus équitable des avantages retirés du système généralisé de préférences.

14. Trop souvent, les vues et la situation particulière des pays en voie de développement ne sont pas prises en considération dans le règlement de questions qui sont capitales pour leur survie même. En ce qui concerne les transports maritimes et les taux de fret par exemple, les conférences maritimes ont déclaré que les pays en voie de développement devaient absolument se consacrer davantage au développement et à l'expansion de leur propre marine marchande. Le représentant du Nigéria renvoie également à ce propos les membres de la Commission aux dispositions du programme d'action adopté par la deuxième Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept.

15. Evoquant la crise monétaire internationale, il fait observer que les problèmes de commerce et de liquidités à cette échelle doivent être considérés comme deux aspects d'un problème unique et que la CNUCED a donc un rôle d'une importance cruciale à jouer dans ce domaine. La crise actuelle doit être pour la communauté internationale l'occasion d'élaborer un nouveau système monétaire international fondé, non plus sur une monnaie nationale, mais sur une valeur internationale telle que les droits de tirage spéciaux. En outre, tous les pays doivent participer à la prise des décisions concernant les affaires monétaires internationales car les problèmes afférents au commerce international les intéressent tous d'une manière vitale.

16. M. Ogunsulire exprime en conclusion sa conviction que toute révision des structures de la CNUCED conformément à la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale doit viser à l'aider à prendre des décisions et à les exécuter plus efficacement.

17. M. PINZÓN (Colombie) est d'avis que malgré les ressources limitées dont elle dispose et les nombreuses difficultés pratiques et théoriques auxquelles elle s'est heurtée, la CNUCED peut présenter un bilan positif. Les progrès accomplis depuis la première session de la Conférence vers l'élaboration d'une stratégie globale du développement sont incontestables. Si les résultats obtenus jusqu'ici ne sont pas entièrement satisfaisants, il faut cependant reconnaître qu'un certain nombre de mesures bénéfiques pour les relations économiques internationales ont été adoptées. La CNUCED a élaboré progressivement un système complexe de principes, de dispositions et de règlements qui ont contribué à amener une certaine détente et à accélérer les progrès économiques et sociaux des pays en voie de développement.

18. La deuxième Conférence a donné des résultats incomplets en ce qui concerne les questions de préférences et de financement, l'expansion des échanges entre pays en voie de développement, les transports maritimes et les politiques intéressant les pays les moins avancés et les pays sans

littoral. La troisième Conférence devrait permettre d'atteindre toute une série d'objectifs fondamentaux dont certains ont été définis dans la résolution 2725 (XXV) de l'Assemblée générale, dans les résolutions de la Commission spéciale de coordination latino-américaine et dans la Déclaration commune de la deuxième Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept; le Conseil du développement a étudié ces objectifs et les a inscrits à l'ordre du jour provisoire de la Conférence. La troisième Conférence ne pourra résoudre tous les problèmes encore en suspens, car elle se concentrera sur ceux dont la solution semble maintenant imminente. Cependant, la délégation colombienne est convaincue qu'elle permettra d'enregistrer un progrès réel en ce qui concerne la détermination de politiques dans le contexte de la Stratégie internationale du développement, les incidences sur le commerce international du groupement économique régional des pays développés, le désarmement et le financement du développement, les questions monétaires internationales, les problèmes d'environnement et le développement, les problèmes et politiques relatifs aux produits de base, la diversification, la promotion et le financement des exportations, la compétitivité des produits naturels, les préférences, la libéralisation des obstacles non tarifaires, les pratiques commerciales restrictives, le financement supplémentaire du développement, l'établissement d'un lien entre l'attribution de droits de tirage spéciaux et l'octroi de crédits de développement additionnels aux pays en voie de développement, l'endettement des pays en voie de développement, les politiques de promotion des transports maritimes, du tourisme et des opérations d'assurance, l'expansion des échanges, la coopération économique et l'intégration régionale parmi les pays en voie de développement, le transfert des techniques aux pays en voie de développement et la prise de mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés et des pays sans littoral.

19. C'est compte tenu de toutes ces questions qu'il est important de restructurer les mécanismes permanents de la CNUCED pour assurer le succès de la troisième Conférence. Cette réforme des mécanismes institutionnels doit viser à accroître l'efficacité des opérations. La troisième Conférence devra donc prendre les décisions qui s'imposent pour que cette réforme structurelle permette à la CNUCED d'avoir, par l'intermédiaire du Conseil, un rôle décisif dans l'examen et l'évaluation de la Stratégie, l'application des principes et mesures adoptés par la Conférence, les négociations relatives aux obstacles tarifaires et non tarifaires et le transfert des techniques. La réforme des mécanismes permanents de la CNUCED est donc incontestablement l'une des tâches les plus importantes que la communauté internationale ait à exécuter dans l'avenir immédiat. Le système des Nations Unies est un tout intégré dans lequel chaque organisme remplit une fonction déterminée et coordonnée à celle des autres. Tenter de diminuer le rôle traditionnel de la CNUCED, rôle qui procède des buts et principes énoncés dans la Charte serait faire un retour marqué en arrière.

20. Le système de groupement des pays au sein de la CNUCED a fait ses preuves. Le Groupe des Soixante-Dix-Sept a été un instrument efficace dans la réalisation d'objectifs communs et la dernière réunion de ce groupe à Lima est un acte de foi collective en la coopération

internationale pour le développement. Par l'intermédiaire du Groupe des Soixante-Dix-Sept, les pays en voie de développement ont pu exprimer leurs vues et créer le cadre idéologique dans lequel pourra s'instaurer un système de relations économiques internationales plus rationnel et plus équitable.

21. Sous la direction de l'Assemblée générale, la CNUCED aura un rôle fondamental à jouer dans l'examen et l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des buts et des objectifs de la deuxième Décennie pour le développement. Etant donné que la Stratégie de cette deuxième Décennie est en fait un effort de coopération internationale continu et cumulatif visant l'instauration d'un climat favorable au développement, toute dégradation du climat actuel doit être évitée. La délégation colombienne est convaincue qu'il existe un lien entre la mise à exécution de la Stratégie et le maintien d'une sécurité économique collective. S'il n'existe aucun mécanisme légal et permanent de consultation et de compensation, l'examen et l'évaluation de la Stratégie ne sera qu'un exercice purement théorique. Il ne peut y avoir de stratégie sans planification, ni de planification sans un minimum de stabilité.

22. Le Conseil et ses organes subsidiaires ont fait œuvre utile en favorisant l'expansion des échanges, la coopération et l'intégration économique entre pays en voie de développement. Le concours prêté par le PNUD à cette fin est un exemple de la coordination qui peut exister entre les organes du système des Nations Unies sans que leur indépendance en soit affectée. Le Gouvernement colombien, comme les Gouvernements bolivien, chilien, équatorien et péruvien, accorde une haute priorité au renforcement de l'intégration économique de la région andine dans le cadre de l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALE). C'est ainsi que se sont ouverts de vastes horizons pour l'application d'accords de coopération industrielle, la conclusion d'arrangements spéciaux en faveur des pays les moins développés de la région, l'élaboration de plans communs d'utilisation des ressources humaines, la diversification des économies et l'accroissement de la production et de la vente des produits d'exportation.

23. La Colombie a également adopté des mesures spéciales pour développer davantage le commerce et la coopération économique avec d'autres régions géographiques, en particulier les pays socialistes d'Europe orientale. A la onzième session du Conseil du commerce et du développement, la délégation colombienne a proposé de créer un organe consultatif spécial en vue d'encourager le commerce et les relations économiques entre la Colombie et les pays socialistes. Il existe de nombreuses possibilités d'échange avec ces pays et il est en conséquence nécessaire d'accélérer les procédures pour arriver à un compromis concernant des questions telles que la multilatéralisation des accords de paiements.

24. Attendu l'expansion du commerce international, les pays développés à économie de marché devraient également mettre au point des mesures par lesquelles ils chercheraient notamment à étendre leurs programmes bilatéraux et multilatéraux d'aide technique et financière, à promouvoir le transfert des techniques selon des conditions équitables, à délier l'aide et à faire que les appels d'offres internationaux

s'adressent également aux sociétés de pays en voie de développement. A ces mesures et à l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires devraient s'ajouter d'autres dispositions visant à promouvoir et diversifier les exportations des pays en voie de développement. L'aide financière et technique est essentielle dans ce contexte, comme l'est également le soutien du Centre CNUCED/GATT du commerce international. Le Groupe des Soixante-Dix-Sept a fait une recommandation importante selon laquelle le secrétaire général de la CNUCED effectuerait, en consultation avec les organisations financières internationales une étude sur la création d'un fonds de soutien aux programmes nationaux de diversification des exportations, fonds qui serait constitué au moyen de ressources financières additionnelles pour le développement.

25. La fixation des prix des produits de base en provenance des pays en voie de développement à un niveau équitable et stable est essentielle pour le développement économique de ces pays. Les fluctuations des prix et la dégradation croissante des termes d'échange constituent pour le tiers monde un handicap majeur. En ce qui concerne les rapports entre les problèmes d'environnement et le commerce et le développement, la délégation colombienne tient à appeler l'attention sur les dangers découlant de l'imposition par les pays développés, de nouvelles restrictions aux échanges avec les pays en voie de développement. Les programmes qui visent à préserver l'environnement ne doivent pas affecter de manière négative la coopération financière avec les pays en voie de développement, qu'il s'agisse du montant global de cette coopération ou de ses modalités. L'importance attachée par certains pays développés à l'établissement de normes de conservation de l'environnement affectant le commerce international risque de se traduire par un certain néo-protectionnisme. Le Conseil et la troisième Conférence accorderont une attention particulière aux questions d'environnement et de commerce international car on craint un accroissement des obstacles non tarifaires aux exportations de produits agricoles et industriels en provenance des pays en voie de développement.

26. La délégation colombienne espère fermement voir instaurer en 1972 un lien entre l'attribution de droits de tirage spéciaux et l'octroi d'une assistance financière additionnelle de façon à provoquer un accroissement des liquidités internationales. Les décisions de la CNUCED concernant la libéralisation du financement et l'institution d'un système de financement supplémentaire et compensatoire sont également importantes. Parmi les autres questions importantes traitées par le Conseil du commerce et du développement il faut citer celle de la création d'un organe approprié chargé de remplir les fonctions du Comité spécial des préférences, celle du programme commun CNUCED/PNUD/ONUDI d'assistance en vue de l'application du système généralisé de préférences, celle des invisibles, celle des assurances, celle des transports et celle de la création d'un mécanisme consultatif dans ce domaine ainsi que d'autres questions relatives aux transports.

27. M. BOMÉLÉ (Zaire) reconnaît le rôle essentiel que la CNUCED est appelée à jouer dans l'examen et l'évaluation des objectifs et des politiques de la deuxième Décennie pour le développement. Au cours de cette décennie, il

faudrait que cette organisation poursuive sa tâche d'harmonisation et de consolidation du commerce international sous tous ses aspects. Elle doit également apporter une large contribution au développement économique et social des pays en voie de développement. Les obstacles rencontrés par ces pays dans la mise en œuvre de projets visant à l'expansion du commerce, à la coopération économique et à l'intégration régionale doivent être supprimés grâce à la fourniture d'une assistance financière et technique. Ils seront alors à même de coordonner leurs politiques de développement, de libéraliser leur commerce et d'étudier le mécanisme du régime préférentiel. L'application d'un système généralisé de préférences nuirait aux intérêts des pays en voie de développement qui jouissent déjà de préférences spéciales.

28. Il est regrettable qu'un certain nombre de pays nantis continuent encore à considérer le développement comme un problème secondaire dont la solution n'exige pas d'action résolue. Si ces pays montraient la bonne volonté politique qui s'impose, la CNUCED serait en mesure de donner la priorité aux problèmes de développement auxquels se heurtent les pays les moins développés du monde. C'est uniquement en raison de l'absence d'une politique concertée de développement que la CNUCED a été incapable de réaliser les objectifs de la première Décennie pour le développement. Au cours de la deuxième Décennie, la communauté internationale doit faire des efforts constants et concertés qui se fondent sur une véritable stratégie mondiale pour le développement. La CNUCED doit accroître son assistance technique et financière dans le but de renforcer la coopération économique et l'intégration régionale parmi les pays en voie de développement. La création de groupements régionaux ou sous-régionaux constitue un moyen sûr de pallier la diversité des conditions existant dans les pays en voie de développement. Il n'y a pas forcément incompatibilité entre le développement du commerce et la coopération économique.

29. La CNUCED doit également œuvrer pour un système dynamique qui permettrait le plein épanouissement du commerce international en général. Il faut persuader les pays développés de renoncer aux mesures protectionnistes qu'ils considèrent encore comme un des principaux régulateurs de leurs économies. La suppression de ces mesures mettrait fin à la discrimination commerciale contre les produits semi-finis ou manufacturés provenant des pays en voie de développement. Une des tâches prioritaires de la CNUCED devrait être d'étudier la question de l'implantation dans ces pays d'industries qui leur permettraient de transformer leurs produits bruts en produits semi-finis ou manufacturés; ils ne peuvent rester éternellement de simples exportateurs de matières premières mais doivent également les transformer en produits finis avec possibilité d'écouler ces produits sur les marchés internationaux.

30. La promotion du commerce étant devenue un élément prioritaire dans les plans et objectifs nationaux, le Centre du commerce international devrait tenir compte dans ses futurs travaux de la possibilité de contacts entre les exportateurs des pays développés et ceux des pays en voie de développement afin de promouvoir le commerce.

31. Si les pays développés en ont la volonté politique, il doit être possible à la CNUCED de régler au cours de la

deuxième Décennie des questions fondamentales telles que le préfinancement des stocks régulateurs et l'accélération des courants de capitaux vers les pays en voie de développement, les transports maritimes et l'alimentation dans le monde. La CNUCED doit également, dans le cadre de sa tâche d'harmonisation du commerce international, parvenir à stabiliser les prix des matières premières et à appliquer les principes devant régir les relations et les politiques commerciales internationales propres à encourager le développement économique dans les pays en voie de développement. La grande disparité des niveaux de développement, liée à des inégalités fondamentales des systèmes économiques provoquent un déséquilibre brutal de la promotion économique et sociale entre les pays développés et les pays en voie de développement. Il faut trouver un remède à ce déséquilibre si l'on veut amoindrir l'écart du développement entre ces pays.

32. La délégation zaïroise espère que, dans le cadre de la deuxième Décennie, on s'attachera davantage à élaborer des accords économiques concrets, à l'instar de ceux existant sur le café, l'étain et les autres produits de même nature, au lieu de se contenter de discussions théoriques en matière de développement. Il est urgent de parvenir à un accord général sur les produits de base et pour cela d'accorder à cette tâche une priorité plus élevée dans le programme de travail de la CNUCED. Il en est de même de la suppression des barrières artificielles imposées en guise de protection de leurs marchés par les pays développés sur les produits en provenance des pays en voie de développement.

33. La délégation zaïroise attache une grande importance à la troisième Conférence sur le commerce et le développement qui sera une occasion de reprendre le dialogue avec les représentants des pays industriels sur un grand nombre de problèmes en suspens auxquels se heurtent tous les pays. Une des tâches de la troisième Conférence sera de faciliter l'application de mesures déjà adoptées. Il y a lieu de se mettre d'accord sur les formes concrètes à donner à l'application de mesures qui ont été déjà nettement définies; par ailleurs, des pourparlers devront avoir lieu au sujet de certaines autres questions dont le règlement pourrait aboutir à l'établissement d'une nouvelle politique internationale du développement. La délégation zaïroise ne pense pas comme certains que les possibilités de négociations à la troisième Conférence seront limitées en raison du peu de temps qui s'est écoulé depuis l'adoption de la Stratégie internationale du développement. Les résultats obtenus jusqu'à présent ne doivent en aucun cas être invoqués comme prétextes pour ne rien faire de plus. Ils doivent, au contraire, servir de base à l'intensification de l'activité internationale sur le plan du développement, étant donné notamment que la situation relative des pays en voie de développement ne fait qu'empirer. En 1970, leurs exportations n'ont augmenté que de 9 p. 100 contre 12,9 p. 100 en 1969, tandis que les exportations des pays développés tant de l'Ouest que de l'Est ont augmenté plus que l'année précédente. Mais cela dit, la troisième Conférence doit envisager sérieusement la possibilité de faire appliquer les mesures déjà adoptées qui sont de nature à promouvoir le développement accéléré des pays du tiers monde.

34. M. HEMANS (Royaume-Uni) dit qu'à sa présente session l'Assemblée générale n'a à prendre de décision que

sur le lieu, la durée et le coût de la troisième Conférence sur le commerce et le développement. L'approbation du lieu de la Conférence n'est plus maintenant qu'une formalité et la délégation britannique remercie le Gouvernement chilien des efforts qu'il a faits en vue de procurer à la Conférence les installations nécessaires. La distance qui sépare Santiago de nombreux Etats Membres risque de créer des difficultés pour les experts qui doivent participer aux débats sur certains points particuliers de l'ordre du jour. Ces difficultés seraient grandement réduites si un calendrier précis était fixé et respecté pour la discussion des points de l'ordre du jour. La délégation britannique reconnaît qu'il faudrait six commissions au lieu de cinq et espère que leurs séances pourront être échelonnées de manière à éviter aux experts qui doivent y assister de rester à Santiago pendant toute la durée de la Conférence. Il a été convenu que la Conférence durerait cinq semaines, ce qui, de l'avis de la délégation britannique, est amplement suffisant. M. Hemans espère que tout sera fait pour éviter que la Conférence ne se prolonge davantage. L'ordre du jour est extrêmement chargé et il serait contrariant et décevant que la Conférence ne parvienne pas à prendre de décisions fructueuses. Les délégations qui y assisteront devront donc fixer l'ordre de priorité qu'elles entendent voir accorder aux divers points de l'ordre du jour, afin que les débats se concentrent sur les domaines où l'on peut vraiment espérer des progrès. La délégation britannique est reconnaissante au Groupe des Soixante-Dix-Sept pour la documentation préparatoire abondante qu'il a fournie dans le document A/C.2/270 et Corr.1 et qui sera utile aux délégations pour s'acquitter de leur tâche. Le Gouvernement britannique l'étudiera attentivement. Quant au coût de la Conférence, ce sera à la Cinquième Commission d'en décider; la délégation britannique espère néanmoins que les dépenses seront maintenues au minimum.

35. M. ZAGORIN (Etats-Unis d'Amérique) dit que les travaux préparatoires en vue de la troisième Conférence de la CNUCED auxquels se livre le Gouvernement des Etats-Unis sont en bonne voie et se déroulent suivant les principes élaborés à la onzième session du Conseil du commerce et du développement. Tous les points de l'ordre du jour ainsi que les exemplaires reçus récemment de la Déclaration de Lima exprimant le consensus du Groupe des Soixante-Dix-Sept font l'objet d'un examen attentif dans le cadre de la préparation de la troisième session de la CNUCED. La délégation américaine attend la Conférence avec beaucoup d'intérêt et pense que si tous les participants font preuve de bonne volonté, de compréhension et d'esprit de coopération, elle pourra accomplir des progrès considérables sur la voie de la réalisation des buts et des objectifs communs du développement économique et social.

36. M. CARANICAS (Grèce) dit que tout doit être fait pour réformer le système monétaire international afin de libéraliser le commerce et les paiements et de faciliter le transfert des ressources vers les pays en voie de développement. Les améliorations apportées au système actuel pourraient inaugurer une nouvelle ère qui ouvrirait la voie à la coopération entre les pays en voie de développement et les pays développés. Il faut se féliciter de l'adoption de la résolution 84 (XI) du Conseil du commerce et du développement, relative aux incidences de la situation monétaire internationale actuelle sur le commerce mondial et le déve-

loppement, en particulier des pays en voie de développement. Le système monétaire ne sera jamais stable tant qu'il n'existera pas une compréhension totale entre le Groupe des Dix et les autres intéressés.

37. Etant donné le peu de temps dont on dispose, l'ordre du jour de la troisième session de la CNUCED doit être limité aux problèmes suffisamment mûrs pour être réglés, afin que la représentation puisse se situer à un niveau aussi élevé que possible. Il y a 20 points inscrits au projet d'ordre du jour, et parmi eux l'examen des progrès réalisés dans l'application des 39 recommandations concrètes en matière d'assistance et de commerce qui sont incorporées à la Stratégie internationale du développement. A sa vingt-cinquième session, l'Assemblée générale a donné comme directives particulières à la troisième Conférence de la CNUCED de rechercher de nouvelles zones d'entente et d'élargir celles qui existent déjà. Etant donné l'ampleur de l'ordre du jour, M. Caranicas émet les mêmes doutes que le représentant du Royaume-Uni et se demande si la Conférence pourra, pendant les cinq semaines dont elle dispose, obtenir des résultats concrets.

38. Le document A/C.2/270 et Corr.1, présenté par le Pérou, est extrêmement utile pour les travaux préparatoires. La délégation grecque est convaincue que la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement fournira une nouvelle occasion aux pays en voie de développement ainsi qu'aux pays développés d'entreprendre un effort collectif et résolu pour agir de façon efficace sur la situation défavorable à laquelle sont confrontés les pays en voie de développement. La bonne volonté parviendra peut-être à dégager des perspectives entièrement nouvelles. M. Caranicas approuve le paragraphe 6 de la partie II de la section A du programme d'action (voir A/C.2/270, p. 17) et il fait siennes les observations qui sont formulées au sujet des transports maritimes aux paragraphes 36 à 38 de sa section H (p. 87), à condition qu'elles ne conduisent pas à une discrimination entre les pavillons. M. Caranicas approuve les résolutions figurant à l'annexe du document et exprime l'espoir que l'on parviendra à un accord sur le cacao. La réouverture du canal de Suez est d'une importance vitale pour tous les pays, en particulier pour les pays en voie de développement.

39. M. KHALIL (Egypte) dit que si l'on accorde une telle importance à la troisième session de la CNUCED, c'est parce qu'on espère que cette rencontre représentera une étape décisive pour une coopération économique internationale menée sur une grande échelle avec tout le sérieux nécessaire pour aboutir. Bien peu de choses ont été réalisées depuis la création de la CNUCED environ huit ans auparavant. Mis à part la question d'un système général de préférences qui n'a pas encore été complètement résolue, les autres problèmes sont toujours en suspens et aucun résultat concret n'a été obtenu.

40. M. Khalil estime qu'il est indispensable de faire mention des conséquences des récents événements économiques, à savoir la crise monétaire internationale et les mesures économiques protectionnistes. Les récentes mesures unilatérales qui ont provoqué la paralysie du système monétaire international et la dislocation des échanges internationaux constituent une grave menace pour l'éco-

nomie des pays en voie de développement. Récemment, le Secrétaire au trésor d'un pays hautement développé, exprimant ses vues sur la prochaine réunion du Groupe des Dix, a dit, au sujet de la situation économique internationale actuelle, qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter car l'économie de la plupart des pays développés était en excellent état. Une opinion qui fait aussi peu de cas du monde extérieur est loin d'être encourageante. Il semble qu'il faille mobiliser l'opinion des gouvernements plutôt que l'opinion publique.

41. La délégation égyptienne est cependant optimiste en ce qui concerne l'issue de la prochaine session de la CNUCED. En définitive, les pays développés devront comprendre que leur intérêt est d'aider les pays en voie de développement. La Conférence de Lima a montré combien les pays avaient espoir et foi en la communauté internationale et elle a établi un programme d'action; M. Khalil espère que ce programme aura l'appui des pays développés. La délégation égyptienne est satisfaite de l'ordre du jour provisoire de la troisième session de la CNUCED – en particulier de l'inscription de la question relative à la situation monétaire internationale et de celle qui concerne les effets de la fermeture du canal de Suez sur l'économie des pays en voie de développement – ainsi que de la décision de présenter à la Conférence le rapport du Groupe de travail de la réglementation internationale des transports maritimes. Comme l'ont affirmé à l'unanimité les représentants à la Réunion ministérielle des pays africains et à la Conférence de Lima, la fermeture du canal de Suez a infligé de lourdes pertes à l'économie des pays en voie de développement et la question mérite que la Conférence lui accorde une attention spéciale. A la deuxième session de la CNUCED, d'importantes résolutions ont été adoptées en ce qui concerne la législation internationale des transports maritimes, et il faudrait agir dans ce domaine pour éliminer un certain nombre de pratiques abusives qui font peser un fardeau injustement lourd sur les pays en voie de développement.

42. M. JOSEPH (Australie) dit que l'ordre du jour provisoire chargé et complexe de la troisième session de la CNUCED ne pourra être examiné dans les cinq semaines au cours desquelles se réunira la Conférence que si les délégations acceptent de limiter la longueur et le nombre de leurs interventions et se résignent à des compromis, de façon que des solutions puissent être trouvées dans un minimum de temps. La création de six comités de session faciliterait sa tâche à la Conférence dans une certaine mesure, mais il faudrait organiser soigneusement les activités si l'on veut que les travaux de chaque comité soient intégrés à ceux des autres et à ceux de la Conférence elle-même. L'intérêt de chaque délégation exige de chacune la ferme résolution de ne rien faire qui puisse prolonger les travaux au-delà de cinq semaines. Il pourrait être utile d'examiner les propositions visant à rationaliser l'ordre du jour provisoire que diverses délégations ont présentées. A la reprise de la session du Conseil économique et social, la délégation française a proposé de grouper les points 8, c et 18 de l'ordre du jour provisoire étant donné que ces deux points traitent de problèmes d'organisation et des relations entre les divers groupements économiques. L'adoption d'une telle proposition permettrait de faire en sorte que la Conférence ne traîne pas trop en longueur.

43. Le principal sujet de préoccupation de la Conférence sera celui de l'accès des produits et articles des pays en voie de développement aux marchés des pays développés. D'importants progrès ont été réalisés en ce qui concerne les produits manufacturés et semi-finis grâce à l'accord réalisé sur le système généralisé de préférences, que l'Australie a été un des premiers pays à appliquer. Le régime préférentiel n'est qu'un début et, à mesure de l'expérience acquise pour assurer le fonctionnement du plan, on s'efforcera d'en étendre les dispositions à un plus grand nombre de produits et d'articles. La situation des pays en voie de développement les moins avancés exige d'être immédiatement examinée, car un grand nombre de ces pays ne profitera que d'une façon limitée des plans qui existent déjà, étant donné leur faible taux d'industrialisation. C'est pourquoi il serait peut-être nécessaire d'étendre la portée des dispositions adoptées afin qu'elles englobent des articles tels que les produits artisanaux comme il a été fait dans le cadre du plan de l'Australie, car les pays les moins développés ont une production importante dans ce domaine. Cependant, la mesure dans laquelle les pays en voie de développement profiteront des plans préférentiels dépendra aussi des efforts qu'ils feront pour faire prendre conscience à leurs importateurs des possibilités qui leur sont offertes et pour les inciter à en tirer parti. Selon la délégation australienne, la CNUCED a à cet égard un rôle important d'information à jouer.

44. La troisième Conférence devra examiner une autre question importante : la possibilité d'améliorer les marchés des produits d'exportation dont l'importance est si grande pour tant de pays en voie de développement. La plupart des gouvernements sont favorables au principe de la stabilité et de la rentabilité des prix pour les marchandises destinées aux marchés mondiaux. Toutefois, des mesures pratiques doivent être prises pour que ces principes deviennent des réalités concrètes, sans doute grâce à des accords internationaux sur les produits. Les pays en voie de développement ne sont pas les seuls à connaître des difficultés en ce qui concerne leurs marchandises. L'approvisionnement des réserves en devises étrangères d'un certain nombre de pays, y compris l'Australie, dépend en grande partie de la vente de leurs produits agricoles et d'autres produits primaires à des prix équitables. L'Australie a fait des efforts énergiques pour améliorer les conditions du commerce international des produits de base dans l'intérêt de tous les pays producteurs.

45. Comme beaucoup de pays en voie de développement, l'Australie pense qu'une agriculture fortement subventionnée ainsi que d'autres moyens de protection tels qu'on les rencontre dans un certain nombre de pays industrialisés constituent un obstacle important au commerce international. Toutefois, attendre que les pays industrialisés renoncent à ces mesures serait manquer de réalisme car il est évident qu'ils continueront à se sentir des responsabilités à l'égard de certains éléments importants de leur société nationale. Néanmoins, il ne faut pas faire supporter par la communauté internationale le poids des programmes de soutien en réduisant progressivement les possibilités d'importation ou en créant par rapport à la consommation intérieure des excédents chroniques qui entraînent le dumping sur les marchés internationaux et qui perturbent inévitablement les ventes des autres pays pour lesquels

l'exportation du produit en question représente le principal moyen d'existence.

46. La résolution relative à la situation monétaire mondiale adoptée à la onzième session du Conseil du commerce et du développement a causé des difficultés à la délégation australienne. Celle-ci estime que la CNUCED devrait limiter son examen du problème à ses conséquences pour le commerce des pays en voie de développement et pour l'aide fournie à ceux-ci. Elle outrepasserait son mandat en essayant de légiférer dans le domaine monétaire ou en usurpant d'une façon ou d'une autre les responsabilités du FMI. Le Fonds n'oubliera pas les intérêts des pays en voie de développement car presque tous les pays en voie de développement représentés à l'ONU et à la CNUCED sont aussi représentés au FMI. L'Australie partage entièrement l'inquiétude causée aux pays en voie de développement par le fait que les principales puissances financières n'ont toujours pas réussi à trouver une solution aux difficultés actuelles. Sans une révision rapide, raisonnable et suffisante des arrangements commerciaux et monétaires, on pourrait aboutir à des dévaluations en chaîne et à un accroissement du protectionnisme commercial, ce qui aurait pour conséquence de menacer la stabilité et la croissance économiques des pays du monde entier.

47. La délégation australienne doit réitérer ses réserves en ce qui concerne la question d'une relation éventuelle entre l'émission de droits de tirage spéciaux et l'octroi de l'assistance aux pays en voie de développement. Il est beaucoup plus prudent de continuer à faire la distinction entre les exigences de l'assistance internationale au développement et la nécessité de maintenir les liquidités internationales à un niveau satisfaisant. La création de droits de tirage spéciaux par la réduction des contraintes auxquelles est assujettie la balance des paiements devrait avoir des conséquences positives pour les programmes d'assistance de la plupart des principaux donateurs. Toutefois, les décisions pertinentes devraient être prises par les donateurs intéressés selon leur capacité d'assistance et elles ne doivent pas être liées expressément à la création de réserves. L'Australie partage un grand nombre des inquiétudes exprimées par le secrétaire général de la CNUCED sur le courant actuel d'assistance au développement. Bien que le volume de l'aide ait augmenté et qu'une bonne partie de cette aide soit accordée à des conditions de faveur, beaucoup d'améliorations sont encore possibles. Devant le volume croissant de la dette extérieure, qui menace de bouleverser les programmes de développement d'un grand nombre de pays dans un avenir relativement proche, il est nécessaire de prendre d'autres mesures au sujet des conditions de l'assistance. Des conditions plus souples sont l'une des nécessités les plus importantes si l'on veut résoudre le problème. L'Australie n'a jamais attaché une valeur exagérée aux objectifs chiffrés de l'assistance, mais il n'en reste pas moins que le courant de l'assistance qu'elle fournit a atteint le niveau de 1 p. 100 de son produit national brut. Toutefois, étant donné que l'objectif de 1 p. 100 englobe les prêts, les dons, le crédit à l'exportation et les investissements privés, il est plus important de dire que l'assistance au développement représentait 0,59 p. 100 du produit national brut de l'Australie en 1970.

48. L'Australie donne son accord pour l'établissement d'une liste des pays en voie de développement les moins

avancés. Cependant, il faut faire sans tarder une étude en vue de formuler les critères qui permettront de déterminer les pays qui sont relativement développés dans le cadre d'une région ou dans certains secteurs. En outre, les territoires non autonomes classés parmi les pays les moins avancés devraient bénéficier de conditions non moins favorables que les autres pays de la même catégorie.

49. En ce qui concerne les aspects institutionnels et l'organisation de la CNUCED, M. Joseph estime qu'il vaudrait mieux améliorer le mécanisme existant qu'en créer un nouveau. L'Australie n'est pas par principe opposée à tous les changements, mais elle se méfie de toute proposition tendant à modifier radicalement les structures. Elle n'est pas convaincue de la validité des propositions tendant à transformer la CNUCED en institution spécialisée. Comme l'a déclaré le représentant de la France à la reprise de la session du Conseil économique et social, tandis que l'on chercherait à définir son mandat d'institution spécialisée et que l'on consacrerait beaucoup de temps à la recherche d'un accord sur son rôle et son statut, la CNUCED risquerait de subir une éclipse à un moment où précisément elle est appelée à accomplir un travail important et utile dans l'intérêt de la communauté mondiale.

POINT 45 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement : rapport du Secrétaire général (suite*) [A/8387/Rev.1, A/8403, chap. V; A/C.2/L.1152/Rev.2, A/C.2/L.1182/Rev.2, A/C.2/L.1189]

50. M. JURASZ (Pologne) dit que l'importance de l'examen et de l'évaluation réside avant tout dans le fait qu'un effort soutenu est nécessaire pour mettre au point de nouveaux moyens d'améliorer la Stratégie internationale du développement. Il faut insister particulièrement sur les examens et les évaluations au niveau national, qui, pour un grand nombre de pays en voie de développement, représentent un type d'activité entièrement nouveau, difficile à exécuter et exigeant une assistance internationale relativement importante, mais qui sont indispensables pour déterminer le succès rencontré dans l'application de la Stratégie et identifier les domaines qui exigent une plus grande attention.

51. D'un autre côté, un examen et une évaluation du niveau général sont également très importants; c'est à ce niveau-là surtout qu'il sera possible de déterminer la nature des modifications à apporter à la Stratégie en vue de les soumettre à l'examen des organes chargés de les adopter. Une fois reconnue la nécessité de ces améliorations, il faudrait également reconnaître que l'examen et l'évaluation au niveau général ne pourront se faire sans une attention et un effort intellectuel suffisants.

52. L'une des principales faiblesses de la Stratégie à s'être révélées pendant la première année réside dans le fait que son succès dépend dans une large mesure de facteurs

* Reprise des débats de la 1416ème séance.

étrangers à la Stratégie elle-même, c'est-à-dire de phénomènes économiques et sociaux tels que ceux qui concernent l'emploi et l'inflation et les difficultés en matière de balance des paiements des pays développés. Cette dépendance a été mise en lumière par la récente crise monétaire internationale et ses conséquences immédiates qui ont été défavorables à la réalisation des objectifs de la Stratégie. Il ne s'agit pas d'essayer de faire porter le blâme à tel ou tel pays en particulier, mais de comprendre et de reconnaître la façon dont fonctionnent les mécanismes économiques mondiaux. Le fait que ces facteurs n'aient pas été pris en considération au cours de la formulation de la Stratégie sont l'une de ses faiblesses principales.

53. Il n'existe pas de moyen facile pour améliorer la Stratégie. Toutefois, il est clair que l'effort principal doit tendre non pas simplement à ajouter des objectifs et des chiffres particuliers, mais aussi à incorporer à la Stratégie des méthodes de mesure internationales et nationales visant à entraîner et à maintenir une expansion stable et régulière du commerce international et à éliminer les risques que constituent les fluctuations et les récessions dangereuses causées par les mécanismes intérieurs de croissance des pays les plus développés. Pour que la Stratégie réussisse, il est essentiel que cette question reçoive une attention suffisante dans les rapports futurs du Secrétaire général et du Comité de la planification du développement et dans les discussions du Conseil économique et social. Ce problème est trop complexe pour qu'il soit possible de proposer des mesures déterminées au stade actuel. Toutefois, sa complexité même montre combien il est nécessaire de demander au Secrétariat et à tous les organes compétents de lui accorder l'attention qu'il mérite et de mettre au point des propositions rationnelles et tournées vers l'avenir qui puissent être examinées le plus tôt possible.

54. C'est au Conseil économique et social que devra revenir et que reviendra en définitive la responsabilité d'effectuer l'examen et l'étude du niveau général. Tous les efforts, à tous les niveaux, devraient être coordonnés et intégrés de telle sorte qu'il soit possible de parvenir finalement à un point de vue commun, sous les auspices du Conseil économique et social, sur la question de l'amélioration et de l'application de la Stratégie.

55. M. OSMAN (Soudan) fait observer que l'activité d'examen et d'évaluation devrait être opérationnelle plutôt que théorique. Elle devrait tendre à mettre en lumière les réussites et les insuffisances de la mise en œuvre de la Stratégie, à fixer de nouveaux objectifs, le cas échéant, et à réviser les méthodes de réalisation des objectifs et des politiques de la Stratégie.

56. Pour cette raison, la délégation soudanaise fait sien le paragraphe 16 du rapport du Comité de la planification du développement (E/4990), selon lequel le Comité a décidé qu'un groupe de travail se réunirait pour étudier le problème de la détermination des indicateurs pouvant convenir pour l'appréciation des progrès dans divers domaines importants d'activité tels que le commerce, l'aide et l'assistance technique. A moins d'une certaine cohésion dans les indicateurs utilisés aux divers niveaux — national, régional, sectoriel et global — de l'activité d'examen et d'évaluation, cette dernière perdrait beaucoup de son

utilité. M. Osman espère qu'il sera possible de se mettre d'accord, en temps voulu, sur les principes directeurs et les définitions de concepts, à la lumière des rapports du groupe d'experts.

57. Un autre aspect mis en lumière dans le rapport du Comité de la planification du développement est la nécessité d'introduire une certaine normalisation dans les informations et techniques statistiques des pays en voie de développement, de manière que les données fournies par les Etats, les groupes régionaux et les organisations à vocation sectorielle n'aient pas à subir un long et fastidieux processus de réévaluation, d'ajustement et de définition avant d'être utilisées pour le travail d'examen et d'évaluation. M. Osman espère que le Comité formulera des indicateurs appropriés et, si possible, des recommandations à ce sujet.

58. Pour conclure, il remercie le directeur du Centre de l'information économique et sociale (CIES) d'avoir répondu à la plupart des questions de sa délégation. Toutefois, en ce qui concerne l'application de la résolution 2567 (XXIV) de l'Assemblée générale, le directeur n'a pas répondu à la question de savoir quelle assistance le CIES a fournie aux divers gouvernements en vue de mobiliser l'opinion publique dans leur pays respectif. Cette question présente une importance capitale, en particulier dans les pays en voie de développement et plus spécialement dans les moins avancés d'entre eux.

59. M. CAVIGLIA STARICCO (Uruguay), présentant le texte révisé du projet de résolution relatif à la diffusion d'informations et à la mobilisation de l'opinion publique (A/C.2/L.1152/Rev.2), dit que les auteurs ont tenu compte des suggestions très pertinentes qui ont été faites par certains membres de la Commission et qui, selon les auteurs, augmentent l'intérêt du texte sans en affecter le fond.

60. A la suggestion du représentant de l'Egypte, la formule restrictive "... c'est seulement ..." a été supprimée du quatrième alinéa du préambule, afin de ne pas restreindre inutilement les méthodes qui permettraient de susciter une opinion publique favorable. Une autre modification à apporter au projet de résolution, pour donner suite à la déclaration faite par le représentant du Chili, est celle qui concerne le quatrième alinéa du préambule, où, au lieu de lire "propre à aider à la mise en œuvre des objectifs, etc.", il faut lire "propre à promouvoir et à assurer la réalisation des objectifs et l'application des politiques énoncés dans la Stratégie".

61. Au paragraphe 2 du dispositif, le membre de phrase "en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture" a été supprimé, un certain nombre de délégations ayant fait observer que d'autres organismes des Nations Unies, et notamment l'OMS et la FAO, sont également actifs dans le domaine des campagnes d'information et qu'il ne serait pas équitable de faire mention expressément de tel ou tel d'entre eux. Dans le même paragraphe, le membre de phrase "en coordination avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies" a été inséré afin de donner au Secrétariat de l'ONU un rôle de coordination dans les campagnes d'information.

Enfin, dans le même paragraphe, on a remplacé par le membre de phrase “les campagnes qu’ils estimeront appropriées” les mots “campagnes intensives” pour ne pas insister indûment sur le nombre proprement dit des mesures et laisser les gouvernements et organisations intéressés libres de déterminer les aspects spécifiques des campagnes d’information.

62. Enfin, l’expression “à leur façon”, figurant au paragraphe 2 du dispositif, devrait être interprétée comme signifiant que les organismes intéressés des Nations Unies devraient organiser des campagnes dans leur propre domaine de compétence – par exemple, pour l’UNESCO, dans le domaine de l’éducation et, pour la FAO, dans celui de l’alimentation et de la nutrition.

63. M. KHALIL (Egypte) dit que sa délégation votera pour le projet de résolution A/C.2/L.1152/Rev.2, encore qu’il tienne à souligner que l’opinion des gouvernements des pays en voie de développement devrait être mobilisée.

64. M. PÉREZ-GUERRERO (Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) dit que la CNUCED espère que l’Assemblée générale lui fournira les directives nécessaires pour s’acquitter convenablement de la tâche d’examen et d’évaluation qui lui incombe en ce qui concerne la Stratégie internationale du développement. Répondant au représentant du Chili, qui a exprimé le désir de savoir ce qu’il pense des activités des organismes des Nations Unies et en particulier de la CNUCED dans le domaine de l’information, M. Pérez-Guerrero dit qu’il attache une grande importance aux activités d’information, qui ne peuvent encore être considérées comme donnant pleinement satisfaction aux gouvernements ou au Secrétariat, ni par leur ampleur ni par leur qualité. D’importants travaux ont déjà été accomplis dans ce domaine, travaux qui devraient servir de tremplin aux activités de plus grande portée qu’il est nécessaire d’entreprendre pour la mise en œuvre de la Stratégie internationale du développement, en général, et pour la réalisation des objectifs de la CNUCED en particulier. La CNUCED est et demeurera sujette à certaines limitations. Elle fait partie du Secrétariat de l’Organisation des Nations Unies et son service d’information est, dans une certaine mesure, lié au Service de l’information de l’ONU. Les arrangements conclus avec le Centre de l’information économique et sociale (CIES) sont efficaces, mais il y a certainement place pour des améliorations, comme c’est le cas du Service de l’information. M. Pérez-Guerrero n’est pas entièrement d’accord avec l’interprétation donnée dans le document A/C.5/1320/Rev.1 des arrangements entre la CNUCED et le Service de l’information. Le CIES est, par rapport au mécanisme d’information de l’ONU, une importante

adjonction que l’on doit en grande partie à la générosité des gouvernements, et notamment du Gouvernement néerlandais. La CNUCED utilise les services du CIES et est représentée à l’organisme interdépartemental créé par le Secrétaire général pour formuler les politiques du CIES. On peut être assuré que les dispositions administratives concernant le CIES, qui dépendent du Secrétaire général, seront satisfaisantes.

65. Il ne fait pas de doute que l’information, du moins lorsqu’il s’agit des problèmes de développement, doit avoir un caractère promotionnel, ainsi que l’a reconnu le Conseil du commerce et du développement. Cela ne signifie pas qu’il faut s’écarter du principe d’objectivité, que chacun est tenu de respecter, mais simplement qu’on doit reconnaître que les activités de développement doivent faire l’objet d’un effort de promotion active et non seulement de publicité. Les activités d’information de la CNUCED ne peuvent avoir un autre caractère ni une autre direction. On devrait examiner la possibilité d’affecter des ressources supplémentaires au CIES et peut-être au petit service d’information de la CNUCED. En vue de donner aux informations une plus large diffusion, des contacts sont maintenus avec des groupes d’experts, d’étudiants et de jeunes; c’est cependant un travail qui comporte de nombreuses obligations et on ne saurait s’en acquitter de manière satisfaisante avec les fonds disponibles.

66. Les efforts dans le domaine de l’information ne peuvent ni ne doivent être le seul fait d’organismes internationaux. Les activités des gouvernements dans ce domaine et dans celui de la promotion sont extrêmement importantes et leur contribution aux activités de développement devrait s’accroître. A cet égard, malgré certains exemples positifs, la situation laisse encore à désirer, à la fois dans les pays en voie de développement et dans les pays développés. On reconnaît généralement que les activités d’information devraient surtout incomber aux pays développés, qu’il s’agisse des pays à économie de marché ou des pays socialistes. On devrait maintenant s’appliquer à créer un climat favorable en vue de la troisième session de la CNUCED. On compte beaucoup sur les activités d’information, à cette fin, et les activités dans ce domaine devraient être intensifiées, avant, pendant et après la troisième session de la CNUCED, de manière à fournir à cet organisme une base plus solide pour ses activités.

67. M. CAVIGLIA STARICCO (Uruguay) annonce que le Chili, le Nicaragua, le Zaïre, la République Dominicaine et l’Equateur se sont joints aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1152/Rev.2.

La séance est levée à 19 heures.